

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article n° 5 du règlement de consultation

المملكة المغربية
مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل
إعلان عن طلب عروض أثمان مفتوح
رقم 2022/12

في يوم 15 مارس 2022 على الساعة العاشرة صباحا، سيتم في مكتب الإدارة العامة لمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل الكائن بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء، فتح الأظرفة المتعلقة بطلب عروض الأثمان المفتوح، لأجل دراسة سوق التكوين المستمر في المغرب من أجل تحسين وضع مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

يمكن سحب ملف طلب العروض بمصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء، كما يمكن كذلك سحبه إلكترونيا من بوابة صفقات الدولة: www.marchéspublics.gov.ma وكذا من بوابة مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل على العنوان التالي: www.ofppt.ma.

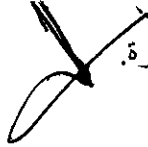
وتبلغ الضمانة المؤقتة مائة ألف درهم (100 000,00)

والكلفة التقديرية للأعمال المحددة من طرف صاحب المشروع تبلغ ثلاث ملايين وخمسمائة ألف درهم (3 500 000,00) مع احتساب جميع الرسوم.

يجب أن يكون كل من محتوى وتقديم ملفات المتنافسين مطابقين لمقتضيات المواد 27، 29 و 31 من نظام الصفقات الخاص بمكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل.

ويمكن للمتنافسين :

- إما إرسالها عن طريق البريد المضمون بإفادة بالاستلام إلى المكتب المذكور؛
- إما إيداع أظرفتهم مقابل وصل، بمكتب مصلحة الصفقات بمديرية التموين واللوجستيك الكائنة بملتقى طريق BO. 50 والطريق الوطنية رقم 11 (طريق النواصر - سيدي معروف) - الدار البيضاء؛
- إما تسليمها مباشرة لرئيس لجنة طلب العروض عند بداية الجلسة وقبل فتح الأظرفة.
- إما إيداع أظرفتهم إلكترونيا عبر بوابة الصفقات العمومية وفقا لمقتضيات مرسوم وزارة الاقتصاد و المالية رقم 14-20 (4 شتنبر 2014) ل 8 دوالقعدة 1435 المتعلق بتجريد مساطر الصفقات العمومية من الصفة المادية.



إن الوثائق المثبتة الواجب الإدلاء بها هي تلك المقررة في المادة 5 من نظام الإستشارة.





مكتب التكوين المهني وإنعاش الشغل

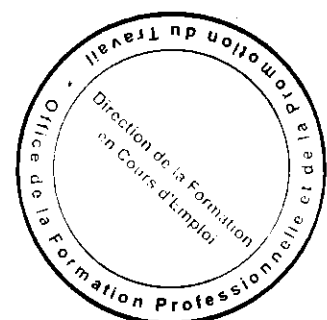
Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Dossiers d'appel d'offres Ouvert sur offres de prix

N° 12/ 2022

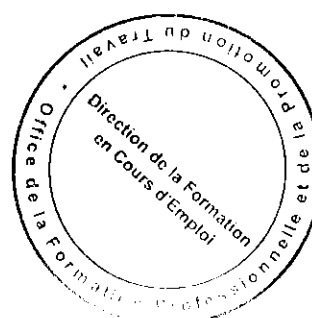
Objet :

Etude du Marché de la Formation Continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT

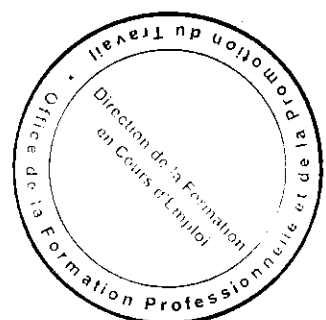


SOMMAIRE

Page	Intitulé
03	REGLEMENT DE LA CONSULTATION
19	CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
27	TERMES DE REFERENCE
35	ANNEXES



CHAPITRE I
REGLEMENT DE LA CONSULTATION



REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement a pour objet l'appel d'offres ouvert sur l'offre de prix, relatif à l'étude du Marché de la Formation Continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT.

Il est établi en vertu des dispositions de l'article 18 du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le règlement des marchés de l'OFPPT. Toute disposition contraire au règlement des marchés de l'OFPPT est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du règlement des marchés de l'OFPPT.

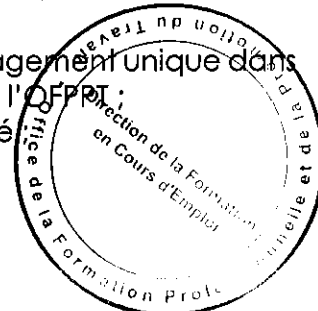
Article 2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : **l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT).**

Article 3 : Définitions

Au sens du règlement des marchés de l'OFPPT, on entend par :

1. **Attributaire** : soumissionnaire dont l'offre a été retenue avant la notification de l'approbation du marché ;
2. **Autorité compétente** : le Directeur Général de l'OFPPT, en sa qualité d'ordonnateur, ou la personne déléguée par lui à l'effet d'approuver le marché ;
3. **Candidat** : toute personne physique ou morale qui participe à un appel d'offres ou concours dans sa phase antérieure à la remise des offres ou des propositions ou à une procédure négociée avant l'attribution du marché ;
4. **Concurrent** : candidat ou soumissionnaire ;
5. **Soumissionnaire** : toute personne physique ou morale qui propose une offre en vue de la conclusion d'un marché ;
6. **Grouperement** : deux ou plusieurs concurrents qui souscrivent un engagement unique dans les conditions prévues à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT ;
7. **Titulaire** : attributaire auquel a été notifiée l'approbation du marché.



Article 4 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 24 du règlement des marchés de l'OFPPT :

Peuvent valablement participer et être attributaire(s) de(s) marché(s) afférent(s) au présent appel d'offres, les personnes physiques ou morales, qui :

- a) justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- b) sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement des marchés de l'OFPPT.
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

Article n 5 : Justification des capacités et des qualités des concurrents

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif, un dossier technique et un dossier additif. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Le dossier administratif comprend :

1. Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

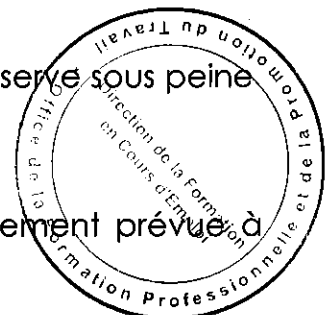
- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, établie conformément au modèle joint au présent règlement (ANNEXE 1).
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant. En cas de groupement, le cautionnement provisoire doit être constitué conformément aux dispositions du § C de l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.

N.B :

- Les cautions personnelles et solidaires doivent être choisies parmi les établissements agréés à cet effet par le Ministre chargé des Finances Marocain (pour les candidats étrangers, ces cautions personnelles et solidaires doivent être avalisées par une banque marocaine).
- Les pièces a et b ne doivent exprimer aucune restriction ou réserve sous peine d'être rejetées par la commission d'appel d'offres.

Pour les groupements, il y a lieu de produire :

- + Une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article n°140 du Règlement des Marchés de l'OFPPT.



+ Une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des prestations, le cas échéant.

2. Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'**article 40** du Règlement des Marchés de l'OFPPT :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent et ce conformément à l'alinéa a) du paragraphe 2 de l'article n°25 du Règlement des Marchés de l'OFPPT ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- c) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme ;
- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;

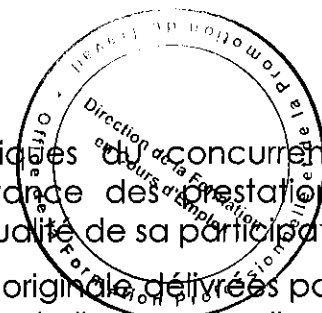
* La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

Pour les concurrents non installés au Maroc : l'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ou par une déclaration sur l'honneur dûment certifiée par les autorités compétentes du pays d'origine attestant l'impossibilité de produire l'ensemble ou une partie des documents précités.

B - Le dossier technique comprend :

- 1. Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- 2. Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté des prestations de mêmes familles. Chaque



② 4 M

attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

C – Le dossier additif comprend :

- L'attestation originale ou certifiée conforme du chiffre d'affaires déclaré par le prestataire pour les années 2017, 2018 et 2019, délivrée par l'administration fiscale (Modèle AAC 241F-16I et/ou modèle issue de la plateforme numérique de l'administration fiscale) ;
- Copie certifiée conforme de l'attestation des salaires déclarés au titre des 12 derniers mois ;
- Copie certifiée conforme du certificat du registre du commerce faisant ressortir la date de création du cabinet ;
- Copie certifiée conforme de l'attestation d'affiliation à la CNSS et de la masse salariale déclarée pour les exercices 2017, 2018 et 2019 (Modèle 212-2-45) ;
- Copie certifiée conforme de la liste des assurés déclarés au titre du dernier mois visé par les services de la CNSS (Modèle 212-2-46).

Article n° 6 : Documents à fournir par les établissements publics

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1. Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 5 ci-dessus, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché

2. S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 4 ci-dessus. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 4 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.



Article n 7 : Contenu des dossiers des concurrents

Les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

7.1 - le dossier administratif, technique et additif prévus à l'article 5 ci-dessus ;

7.2 - Une offre technique

Elle comprend :

- Les curriculums vitae des intervenants (datés et cosignés par l'intervenant et le responsable du cabinet avec photos récentes précisant notamment les diplômes, le degré de spécialisation et l'expérience professionnelle) que le cabinet envisage d'affecter à la mission. Tout remplacement, dûment justifié, d'un intervenant affecté à chaque mission doit faire l'objet d'un accord préalable de l'OFPPT. Le remplaçant doit avoir un profil au moins équivalant au profil de l'intervenant partant et ce conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAG-EMO.
- La méthodologie que le soumissionnaire envisage de mettre en œuvre pour réaliser les prestations objet du présent appel d'offres ;
- Le planning envisagé par le soumissionnaire pour l'exécution des différents volets des prestations objet du présent appel d'offres ;
- Le tableau d'affectation du personnel établi conformément au modèle donné en ANNEXE II. Le respect de ce modèle est obligatoire.

Les soumissionnaires ayant présentés des offres techniques incomplètes seront automatiquement écartés.

7.3 - Une offre financière qui comprend :

a) **L'acte d'engagement** par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire sur ou d'après un imprimé dont le modèle est annexé au présent règlement (**annexe III**)

Cet acte dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même marché.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés de l'OFPPT, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b) **Le bordereau du prix global** établi par le maître d'ouvrage et figurant dans le dossier d'appel d'offres (**annexe IV**).



Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Le bordereau du prix global doit tenir compte de :

- + La saisie doit se faire par les moyens numériques (non manuscrits).
- + Les prix doivent être libellés en chiffres.
- + Les montants totaux doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau du prix global, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

7.4 - Le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Article n 8 : Offre comportant des variantes

La présentation des offres variantes par rapport à la solution de base prévue par le cahier des prescriptions spéciales n'est pas autorisée.

Article n 9 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du règlement des marchés de l'OFPPT, le dossier d'appel d'offres comprend :

- a) Une copie de l'avis d'appel d'offres ouvert ;
- b) Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- c) Les termes de références ;
- d) Le modèle de l'acte d'engagement visé à l'article 7 précité ;
- e) Le modèle du bordereau du prix global ;
- f) Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- g) Le présent règlement de la consultation.

Article n 10 : Retrait du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans le bureau de la Direction de l'Approvisionnement et la Logistique (Service des Marchés), sis **Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC**, dès la première parution de l'avis d'appel d'offres dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du règlement des marchés précités et jusqu'à la date limite de remise des offres. Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux concurrents.

Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Article n°11 : Information des concurrents

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax



confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents.

Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessous.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, doit être communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il est également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appel d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le maître d'ouvrage doivent être communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande intervient entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis la réponse doit intervenir au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Article n 12 : Modification dans le dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article n°19 § 7 du règlement des marchés de l'OFPPT, exceptionnellement, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications sont communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du Règlement des Marchés de l'OFPPT. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics, du site de l'Office le cas échéant et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

Les concurrents ayant retiré ou téléchargé les dossiers d'appel d'offres doivent être informés des modifications prévues ci-dessus ainsi que de la nouvelle date d'ouverture des plis, le cas échéant.

Lorsqu'un concurrent estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, au cours de la première moitié du délai de publicité, demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé le report de la date



de la séance d'ouverture des plis. La lettre du concurrent doit comporter tous les éléments permettant au maître d'ouvrage d'apprécier sa demande de report.

Si le maître d'ouvrage reconnaît le bienfondé de la demande du concurrent, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

Article n 13 : Répartition en lots

Le présent appel d'offre concerne un marché lancé en lot unique. Les offres partielles techniques et/ou financières ne sont pas prises en considération.

Article n 14 : Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article n°29 du règlement des marchés de l'OFPPT:

A- Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

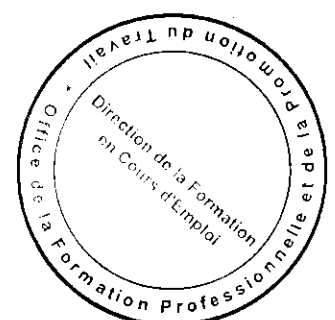
- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du lot ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que " le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ".

B- Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

- a) La première enveloppe comprend le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif, le cahier des prescriptions spéciales dûment signé et paraphé par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique ».
- b) La deuxième enveloppe comprend l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».
- c) La troisième enveloppe contient l'offre technique. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « offre technique ».

C- Les enveloppes visées aux paragraphes a, b, et c du B ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du lot ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;



Article n 15 : Dépôt des plis des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 31 du règlement des marchés de l'OFPPT, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé, dans le bureau de la Direction de l'Approvisionnement et de la Logistique (Service des Marchés), sis **Intersection de la Route B.O. n° 50 et la Route Nationale 11 Sidi Maârouf – Casablanca MAROC ;**
- Soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis.

- Soit transmis par voie électronique conformément aux dispositions de l'arrêté du ministère de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 Septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Article n 16 : Retrait des plis

Conformément aux dispositions de l'article 32 du règlement des marchés de l'OFPPT, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour l'ouverture des plis.

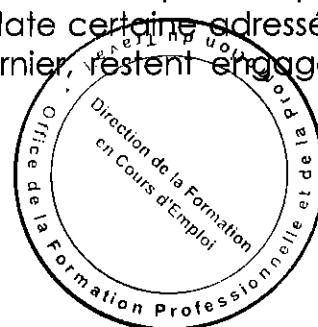
Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité à cet effet.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent, dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus, présenter de nouveaux plis.

Article n 17 : Délai de validité des offres

Conformément aux dispositions de l'article n°33 du règlement des marchés de l'OFPPT, les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, le maître d'ouvrage saisit les concurrents, avant l'expiration de ce délai par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine et leur propose une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax ou par tout autres moyens de communication donnant date certaine adressée au maître d'ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, restent engagés pendant ce nouveau délai.



Article n 18 : Langue de l'Offre

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tous documents concernant l'offre échangée entre le candidat et l'OFPPT seront rédigés en langue française ou arabe.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Article n 19 : Monnaie de l'offre

Pour le concurrent national, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé en Dirhams.

Pour le concurrent non installé au Maroc, la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé et exprimé est l'Euro ou le dollar USA. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaies étrangères doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghrib.

Au cas où le titulaire du marché ne réside pas au Maroc, la taxe dite « retenue à la source » lui sera appliquée. Cette taxe est prélevée d'office au profit du fisc marocain, sur les montants des prestations objet du marché. Les offres ne doivent comporter aucune clause restrictive concernant les fluctuations du taux de change.

Article n 20 : Dépenses encourues du fait de l'appel d'offres

Le soumissionnaire supporte toutes les dépenses encourues du fait de la préparation et de la présentation de son offre à l'OFPPT qui ne pourra, en aucun cas, en être tenu pour responsable, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

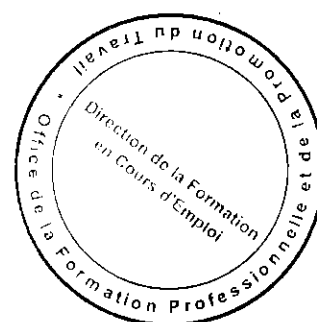
Article n 21 : Evaluation des offres des concurrents

Les offres des concurrents admissibles sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40 du règlement des marchés de l'OFPPT.

La commission peut, avant de se prononcer, charger une sous-commission technique pour analyser les offres proposées.

L'évaluation en question se fait en deux phases :

- La 1^{ère} concerne les offres techniques,
- La seconde évalue les offres financières.



1ère Phase : Evaluation des offres techniques

Les offres techniques seront évaluées en deux étapes :

Première étape :

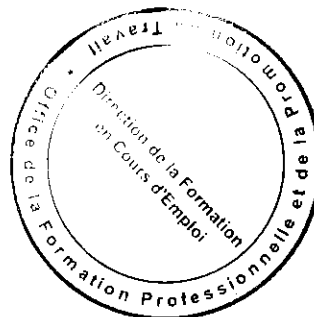
- Les références, les moyens humains, matériels, le chiffre d'affaires 2017, 2018 et 2019 et l'âge du prestataire soumissionnaire : note de **1 à 60** ; barème de notation ci-après),
- Les qualifications des intervenants : note de **1 à 20** L'expérience de l'équipe des intervenants : note de **1 à 20**

A la fin de cette étape, chaque soumissionnaire recevra une note technique Nt1 sur 100.

Seules les offres ayant obtenu une note NT1 supérieure ou égale à 70 / 100 seront admises à la deuxième étape.

Deuxième étape :

Les soumissionnaires admis seront évalués sur la base d'une présentation de la démarche méthodologique devant une commission technique. **Le chef de projet ainsi que tous les intervenants proposés dans l'offre doivent y prendre part.**



DETAIL DU BAREME DE NOTATION**Première étape :****A/ Les références, les moyens humains, matériels, la moyenne du chiffre d'affaires des exercices 2017, 2018 et 2019 et l'âge du prestataire sur 60 : Na****1) Références (copies certifiées conformes) sur 20 : Na1**

Deux points par attestation pour un maximum de 20 points.

En cas de groupement, la note attribuée prendra en considération le nombre total des attestations de références des prestataires constituant le groupement.

Seules les attestations de références concernant les prestations d'étude d'un montant supérieur ou égal à 2 000 000,00 Dirhams HT pour les 03 dernières années seront prises en compte.

2) Effectifs permanents hors staff administratif sur 10 : Na2

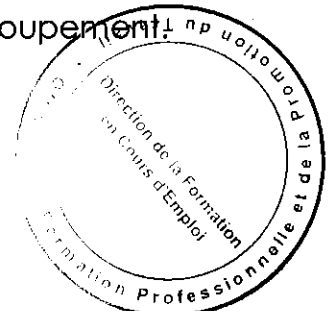
Un point par permanent pour un maximum de 10 points.

En cas de groupement, la note attribuée prendra en considération l'effectif total des prestataires constituant le groupement.

3) Moyenne du Chiffre d'affaires HT des exercices 2017, 2018 et 2019 sur la base de l'attestation du chiffre d'affaires déclaré délivrée par les services compétents sur 20 : Na3

▪ $CA \leq 1 \text{ MDH}$	0 point
▪ $1 < CA \leq 2 \text{ MDH}$	4 points
▪ $2 < CA \leq 3 \text{ MDH}$	8 points
▪ $3 < CA \leq 4 \text{ MDH}$	12 points
▪ $4 < CA \leq 5 \text{ MDH}$	16 points
▪ Plus de 5 MDH	20 points

En cas de groupement, la note attribuée prendra en considération le total des moyennes des chiffres d'affaires des prestataires constituant le groupement.



4) Age du prestataire sur la base du certificat du registre du commerce sur 10 : Na4

▪ âge ≤ 3 ans	0 point
▪ $3 < \text{âge} \leq 4$ ans	2 points
▪ $4 < \text{âge} \leq 5$ ans	4 points
▪ $5 < \text{âge} \leq 6$ ans	6 points
▪ $6 < \text{âge} \leq 7$ ans	8 points
▪ Plus de 7 ans	10 points

En cas de groupement, la note attribuée prendra en considération la moyenne d'âge des prestataires constituant le groupement

Chaque soumissionnaire obtiendra la note $Na = Na1 + Na2 + Na3 + Na4$.

B/ Les Qualifications sur la base des diplômes et certificats sur 20 : Nb;

▪ Bac + 4 ou équivalent	5 points
▪ Bac + 5, Master II ou équivalent	15 points
▪ Ingénieur d'état ou Docteur ou équivalents	20 points

Les intervenants proposés, ayant un niveau de formation inférieur à un bac+4 et/ou des formations non concordantes avec les prestations demandées seront systématiquement écartés.

La note **Nb** attribuée au prestataire ou au groupement concerné est égale à la moyenne des notes obtenues par les intervenants proposés par le prestataire ou le groupement concerné.

C/ Les expériences des intervenants sur la base des attestations de travail ou de référence sur 20 : Nc

▪ Année d'expérience ≤ 2 ans	0 point
▪ $2 < \text{année d'expérience} \leq 4$ ans	4 points
▪ $4 < \text{année d'expérience} \leq 6$ ans	8 points
▪ $6 < \text{année d'expérience} \leq 8$ ans	12 points
▪ $8 < \text{année d'expérience} \leq 10$ ans	16 points
▪ Plus de 10 ans d'expérience	20 points

La note **Nc** attribuée au prestataire ou au groupement concerné est égale à la moyenne des notes obtenues par les intervenants proposés par le prestataire ou le groupement concerné.

A la fin de cette première étape, chaque soumissionnaire obtiendra une note NT1 sur 100 :

$$NT1 = Na + Nb + Nc.$$

Seules les offres ayant obtenu une note NT1 au moins égale à 70 points seront retenues pour la suite du jugement



Deuxième étape :

Présentation de la démarche méthodologique devant une commission :

Les soumissionnaires admis seront évalués sur la base d'une présentation de la démarche méthodologique devant une commission selon les critères suivants :

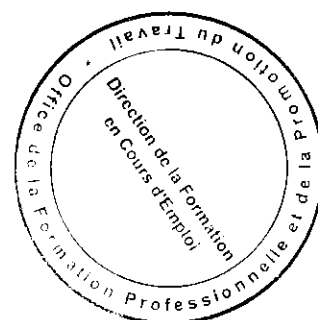
Qualité de la présentation	sur 10 points
Degré de connaissance du dispositif de formation continue à l'OFPPT et au Maroc	sur 20 points
Compréhension de la problématique	sur 25 points
Pertinence et cohérence de la démarche méthodologique	sur 20 points
Pertinence du planning et chronogramme d'exécution	sur 10 points
Adéquation des profils d'experts proposés aux spécifications des prestations demandées	sur 15 points

A la fin de cette deuxième étape chaque soumissionnaire obtiendra une note technique NT2 sur 100

La note technique NT finale sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{NT finale} = \text{NT1} * 0.4 + \text{NT2} * 0.6$$

Seules les offres ayant obtenu une note NT finale au moins égale à 70 points seront retenues pour la suite du jugement



2ème phase : Evaluation des offres financières des soumissionnaires retenus

Après classement des offres techniques, seules les offres financières des soumissionnaires retenues à l'issue de la deuxième étape de l'évaluation technique seront ouvertes et analysées.

Toute offre partielle des offres financières ou non-conforme au bordereau des prix formant détail estimatif sera écartée de la suite du jugement.

Après correction des erreurs matérielles des offres financières, l'offre financière la moins disante sera affectée d'une note financière (NF) de 100 points. Les autres offres seront affectées d'une note (NF) calculée selon la formule suivante :

$$NF = 100 \times (MD / M) \text{ où } MD \text{ désigne le montant de l'offre la moins disante}$$

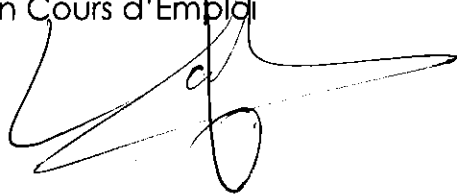
$$M \text{ désigne le montant de l'offre considérée}$$

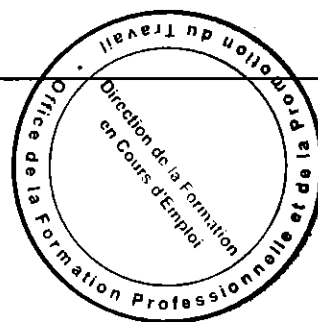
a- Appréciation globale : (note globale NG)

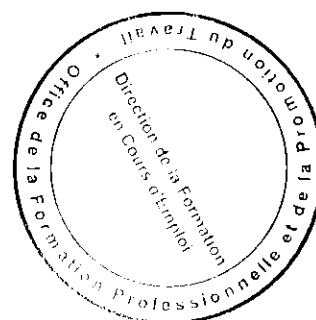
La note globale (NG) de chaque soumissionnaire sera calculée à partir de la somme des notes technique NT finale et financière NF en appliquant préalablement un coefficient de pondération de 70 % à la note technique et de 30 % à l'offre financière soit :

$$NG = (0,70 \times NT \text{ finale}) + (0,30 \times NF)$$

Le soumissionnaire qui sera désigné attributaire du marché, est celui qui a présenté l'offre la plus avantageuse (note globale la plus élevée).

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Signature précédée de la mention « Lu et accepté »	Le Directeur de la Formation En Cours d'Emploi 



CHAPITRE II**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES
(C. P. S.)**

CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Appel d'Offres ouvert sur offres de prix n° / 2022

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et paragraphe 1 de l'article 17 et alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17, du règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014).

Entre les soussignés :

d'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL
(O.F.P.P.T.) , représenté par son Directeur Général,

Et,

d'autre part :

la société :

- Titulaire du compte.....(à la trésorerie générale, bancaire, ou postale) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB): n°

- Ayant son siège au :

- Affiliée à la CNSS sous le n° :

- Identification fiscale n° :

- N° de l'ICE

- Inscrite au registre de commerce de sous le n° :

- Patente n° :

- Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,



ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres a pour objet L'étude du marché de la formation professionnelle continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT.

ARTICLE 2 : PIECES INCORPOREES AU CONTRAT

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

- 1- Offre technique du titulaire,
- 2- L'acte d'engagement,
- 3- Le présent cahier des prescriptions spéciales,
- 4- Les termes de références,
- 5- Le bordereau des prix - détail estimatif.
- 6- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

ARTICLE 3 : REFERENCE AUX TEXTES GENERAUX

Le présent marché est passé conformément à la réglementation en vigueur et notamment :

- Le règlement des marchés, approuvé le 18 Chaabane 1435 (16 Juin 2014), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
- Le Décret n°2-03-703 du 18 ramadan 1424 (13/11/2003) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires en matière de marchés de l'Etat ;
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
- Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires.
- Le dahir n°1.8.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)
- La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003).
- L'arrêté 2-3663 de la 13/07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT.
- Le décret Royal n° 330-66 du 21/4/1967 (10 Moharrem 1387) portant règlement de comptabilité publique.
- Les dispositions du Code Général des Impôts ;
- La décision du Ministre des finances et de la privatisation DEPP n°2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat pour les marchés de fournitures et de prestations de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DH.



D y m

ARTICLE 4 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET CHAMPS D'INTERVENTION

Les prestations du présent Appel d'Offres portent sur L'étude du marché de la formation professionnelle continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT, et sont déclinées comme suit :

- ✓ Diagnostic de positionnement de l'OFPPT dans la formation continue ;
- ✓ Etude de benchmarking au niveau des pays similaires et autres plus développés pour déterminer le meilleur positionnement à adopter par l'OFPPT ;
- ✓ Proposition de feuille de route
- ✓ Elaboration de plan d'action pour la mise en œuvre de la feuille de route.

Le volume de l'expertise de cette mission ne peut en aucun être **Inférieur à 350 jours-intervenants**.

ARTICLE 5 : DEFINITION DES PRIX

Les prix indiqués dans le présent marché tiennent compte des dispositions de l'article 34 du CCAG-EMO.

ARTICLE 6 : REVISION DES PRIX

Les prix du présent marché sont fermes et non révisables.

ARTICLE 7 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquittera les droits de timbre et d'enregistrement auxquels donnera lieu le présent marché, tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

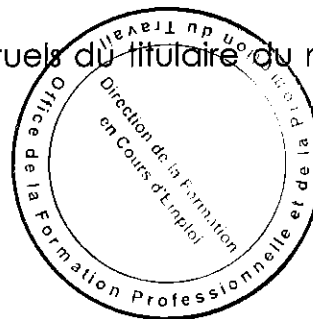
ARTICLE 8 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

Le cautionnement provisoire qui reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché dans les cas prévus par l'article 15 § 1 du CCAG-EMO 100 000.00 Dirhams. Ce cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif.

Le montant du cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant total du marché.

Le cautionnement définitif doit être constitué dans les trente (30) jours qui suivent la notification de l'approbation du marché.

Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire du marché jusqu'à la réception définitive des prestations.



ARTICLE 9 : DELAI CONTRACTUEL DE LA MISSION

Le délai contractuel pour la réalisation de la mission est de Douze (12) mois. Il commence à courir dix (10) jours calendaires maximum à compter du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

Dans le délai contractuel, il est également tenu compte d'un délai qui peut atteindre deux semaines pour permettre à l'O.F.P.P.T d'examiner les rapports provisoires des phases et formuler ses remarques et observations éventuelles. Ce délai commence à courir à partir du moment où l'OFPPT reçoit les rapports des phases établis par le titulaire. Passé ce délai, si l'O.F.P.P.T. n'a pas formulé de remarques, le retard enregistré, sera à la charge de l'O.F.P.P.T et le délai global sera prorogé en conséquence.

ARTICLE 10 : PENALITES DE RETARD

A défaut par le titulaire d'avoir terminé les prestations dans les délais fixés à l'article 8, il lui sera appliqué sans préjudice des mesures qui pourraient être prises par l'Office, des pénalités de retard en application de l'article 42 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO).

Ces pénalités de retard sont calculées sur la base de un pour mille (1/1000) du montant du marché, par jour calendaire de retard.

Les pénalités ne pourront dépasser un plafond d'un dixième (10 %) du montant du marché. Le montant des pénalités sera, le cas échéant, déduit d'office des décomptes des sommes dues au titulaire du marché.

ARTICLE 11 : RECEPTION DES PRESTATIONS

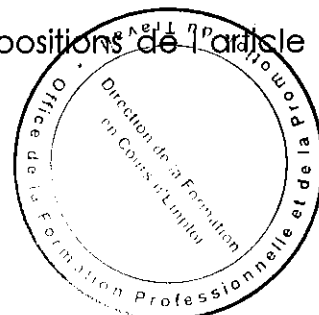
Les livrables des différentes phases doivent être déposés à l'OFPPT contre accusé de réception.

Il est institué un Comité de Suivi 'CS' pour assurer la coordination des travaux de cette mission. Ce comité est chargé de:

- prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la réalisation de la mission ;
- valider le planning d'intervention;
- assurer la coordination entre le titulaire et directions régionales;
- préparer et valider les dossiers pour les paiements.

Des réunions seront tenues entre le titulaire et le comité de suivi, à la demande de l'une des parties (CS ou titulaire) pour examiner l'état d'avancement des travaux de l'étude. Après chaque réunion, le titulaire est tenu de transmettre, sous 48 heures, au Comité de Suivi pour validation, les comptes rendus des réunions avec des réponses aux remarques soulevées éventuellement.

Les réceptions seront prononcées conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-EMO.



Le titulaire est tenu d'organiser un atelier de restitution des résultats de l'étude auquel prendront part les membres du CS ainsi que toute personne concernée par l'étude.

ARTICLE 12 : RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie pour les prestations objet du présent marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE PAIEMENT

Le paiement sera effectué de la façon suivante :

Phases	Modalités de paiement	Livrables
-Phase 1 : Diagnostic de l'activité FC et Benchmark par rapport à d'autres pays similaires	-40% du montant global du Marché	-Livrable validé et réceptionné
-Phase 2 : Elaboration d'une feuille de route et proposition d'un plan d'action	-60% du montant global du Marché	-Livrable validé et réceptionné

Le paiement se fera sur présentation des factures établies par le titulaire en six (6) exemplaires.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans le préambule du présent marché.

ARTICLE 14 : VALIDITE DU MARCHÉ

Les marchés de travaux, de fournitures ou de services ne sont valables et définitifs qu'après leur signature par l'autorité compétente de l'Office ou par son délégataire dûment désigné et leur visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE 15 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Dans le cas où le délai de validité des offres est prorogé, le délai d'approbation visé au premier alinéa ci-dessus est majoré d'autant de jours acceptés par l'attributaire du marché.

Si la notification de l'approbation n'est pas intervenue dans ce délai, l'attributaire est libéré de son engagement vis-à-vis du maître d'ouvrage. Dans ce cas, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Lorsque le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours.



L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

ARTICLE 16 : SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire et son personnel sont tenus au secret professionnel conformément aux dispositions des articles 22 et 23 du CCAG-EMO.

ARTICLE 17 : SOUS-TRAITANCE

Le titulaire doit se conformer aux dispositions de l'article 141 du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 18 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement, il sera fait application des dispositions de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II (19 février 2015), étant précisé que :

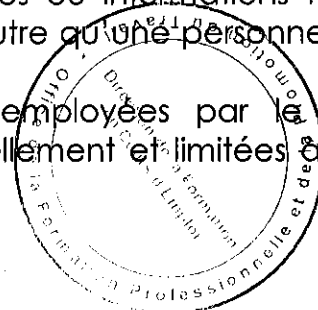
- 1- La liquidation des sommes dues par le maître d'ouvrage en exécution du marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'O.F.P.T. ou par la personne ayant reçu délégation à cet effet.
- 2- Au cours de l'exécution du marché, les documents cités à l'article 8 de la loi n°112-13 peuvent être requis du maître d'ouvrage, par le titulaire du marché ou le bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, et sont établis sous sa responsabilité.
- 3- Lesdits documents sont transmis directement à la partie bénéficiaire du nantissement avec communication d'une copie au titulaire du marché, dans les conditions prévues par l'article 8 de la loi n° 112-13.
- 4- Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur auprès de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.
- 5- Le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signé et indiquant que ladite copie est délivrée en exemplaire unique destiné à former titre pour le nantissement du marché.

ARTICLE 19 : UTILISATION DES DOCUMENTS CONTRACTUELS ET DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

Le titulaire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'Office, ne communiquera le contrat ni aucune de ses clauses ou informations fournies par l'Office ou en son nom à aucune autre personne autre qu'une personne employée par lui à l'exécution du présent contrat.

Les informations communiquées aux personnes employées par le titulaire à l'exécution du présent contrat le seront confidentiellement et limitées à ce qui est nécessaire à cette exécution.

② 9 m



Tout document ou support élaboré à l'occasion de l'intervention du titulaire autre que le marché lui-même demeurera la propriété de l'Office et tous ses exemplaires seront renvoyés à l'Office sur sa demande, une fois les obligations contractuelles du titulaire accomplies. En particulier, le titulaire devra remettre à l'OFPPT tous les supports originaux ayant servi à la production des supports utilisés.

ARTICLE 20: MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION.

En cas de modification des prestations en cours d'exécution, il sera fait recours aux dispositions de l'article 36 du CCAG-EMO.

ARTICLE 21 : ASSURANCE DU PERSONNEL

Le titulaire doit contracter les assurances nécessaires pour couvrir les risques encourus par son personnel et son matériel au cours de l'exécution de sa mission, et ce conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO.

ARTICLE 22 : DOMICILE DU TITULAIRE

Les notifications du présent marché se feront conformément à l'article 17 du CCAG-EMO.

ARTICLE 23 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

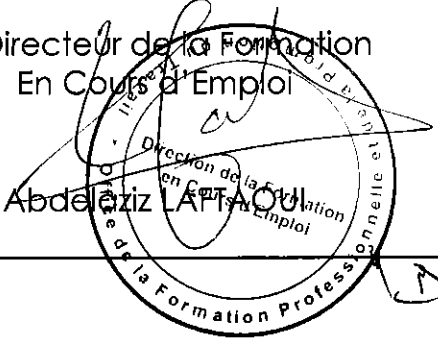
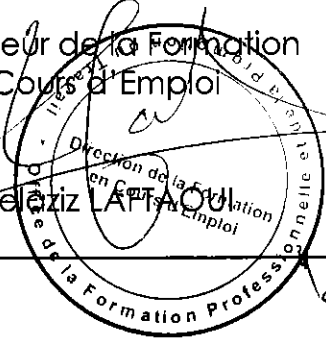
En cas de contestation entre l'OFPPT et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 53 et 54 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO). Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige,

ARTICLE 24 : RESILIATION DU MARCHE

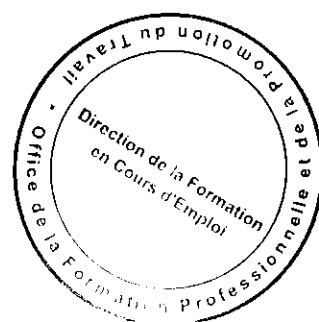
Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit dans tous les cas de figure prévus par les textes en vigueur CCAG-EMO (Article 33) et du règlement des marchés de l'OFPPT.

ARTICLE 25 : MESURES COERCITIVES

Les mesures coercitives seront celles prévues aux dispositions de l'article 52 du CCAG-EMO.

LE SOUSMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	Le Directeur de la Formation En Cours d'Emploi  Abdelaziz LAFAOU 

CHAPITRE III
TERMES DE REFERENCES



A 9 24

1. Contexte et objectifs de l'étude

1.1 Contexte

L'adoption par les pouvoirs publics de la loi 60-17 relative à la gestion de la formation continue et la nouvelle stratégie de développement de la formation professionnelle stipulant la création des cités des métiers et des compétences, ainsi que l'évolution que connaît le marché de la FC en termes des besoins de développement des compétences pour les entreprises et les autres catégories socio-professionnelles, au vu de l'approche commerciale des opérateurs aussi bien publics que privés, il est important pour l'OFPPT d'adopter une nouvelle vision stratégique.

Dans ce cadre, l'OFPPT lance un appel d'offres pour sélectionner un prestataire auquel sera attribué la réalisation de L'étude du secteur de la formation professionnelle continue au Maroc qui devra permettre d'identifier le meilleur positionnement de l'OFPPT acteur principal de la formation professionnelle au Maroc.

1.2 Objectifs de l'étude :

Objectif global : Identifier le meilleur positionnement de l'OFPPT en tant que prestataire de formation continue.

Objectifs spécifiques :

- ✓ Cerner et analyser l'écosystème FC (Etat des lieux, potentiel, acteurs, cibles, réglementation...);
- ✓ Faire un focus sur l'OFPPT pour identifier ses points forts et points faibles (Approches, outils, RH et espaces de formation...etc.)
- ✓ Ressortir d'un benchmark les meilleures pratiques dans le domaine FC (positionnement, Approche, Organisation);
- ✓ Proposition de feuille de route à adopter par l'OFPPT;
- ✓ Proposition de plan d'action pour la mise en œuvre de la feuille de route.

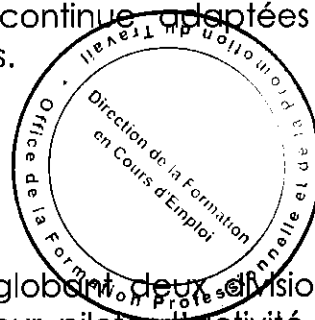
2. Présentation du dispositif de la formation continue à l'OFPPT :

En plus de la formation initiale à destination des jeunes, l'autre grande mission de l'OFPPT est de renforcer les compétences des salariés et d'améliorer la compétitivité des entreprises, à travers des prestations de formation continue adaptées et diversifiées ouvertes sur l'ensemble des secteurs économiques.

Le dispositif de formation continue est constitué de :

2.1 Au niveau central :

La Direction de la Formation en Cours d'Emploi DFCE, englobant deux divisions : Division Marketing et Division Prestations aux Entreprises pour piloter l'activité au



niveau national en termes d'appui et d'accompagnement et reporting des réalisations.

2.2 Au niveau régional et local :

Les Dix Directions Régionales à travers l'entité « Services aux Entreprises » et plus de 368 sites de formation qui constituent les entités opérationnelles pour la réalisation des différentes prestations de formation continue au niveau régional et local.

3 Phases de la mission

Phase1 : Etat des lieux de l'écosystème FC et benchmark par rapport à des pays similaires

Phase2 : Proposition de Feuille de route et élaboration d'un plan d'action pour un meilleur positionnement de l'OFPPT

Le démarrage de la mission d'étude est déclenché par une réunion de cadrage avec le maître d'ouvrage où le prestataire retenu présentera sa démarche méthodologique et le planning d'intervention. Les différents intervenants proposés dans l'offre doivent prendre part à cette réunion.

Après discussion, le titulaire est tenu de remettre un rapport de la démarche méthodologique et du planning d'intervention définitif, tenant compte des remarques et observations émises lors de la réunion de cadrage.

- 3.1 Etat des lieux de l'écosystème FC et benchmark par rapport à des pays similaires :**
Cette phase est scindée en deux sous phases, la première concernera le diagnostic de l'écosystème FC dans sa globalité et de l'activité formation continue à l'OFPPT. La deuxième sous phase se penchera sur la réalisation d'un benchmarking de la FC au niveau des établissements similaires nationaux et étrangers

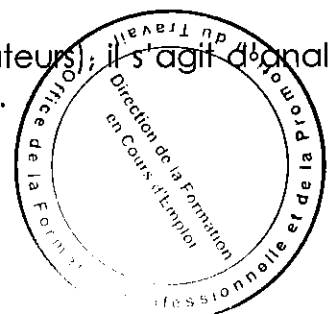
3.1.1 Diagnostic de l'écosystème de formation continue dans sa globalité

Il s'agit d'une analyse du secteur de la formation professionnelle continue sur le plan quantitatif et qualitatif, il appartient au prestataire de ressortir les chiffres clés du secteur et d'identifier le potentiel et les tendances du marché.

Ce diagnostic concernera l'analyse des caractéristiques de l'offre (les prestataires de formation continue (publics et privés) ainsi que la demande (la clientèle), les entreprises, les administrations et collectivités locales.

Pour l'Offre :

Pour les prestataires de formation continue (dispensateurs), il s'agit d'analyser la performance de l'écosystème FC dans sa globalité.



Il s'agit de mieux apprécier qui sont ces opérateurs de formation, quel est leur volume d'activité, comment se structure leur activité et quelles sont les spécificités de leur offre, leur degré de spécialisation etc.....

Une analyse des principales caractéristiques des opérateurs ainsi que leurs méthodes d'approches, les outils, stratégie marketing adoptée, organisation, le taux de déploiement des formations sous format digital, etc.

Les opérateurs doivent être identifiés par :

- Appartenances (public/Privé/ associatif) ;
- Taille (effectif) (Permanent/vacataires....etc, catégorie socioprofessionnelle)
- Prestations fournies (formation, Ingénierie de formation, assistance conseil....etc)
- Indicateurs (Chiffre d'affaires ; Nbre de formés, Nbre de jours formés, Nbre de jours experts,.....etc) ;
- Secteurs/Domaines d'intervention ;
- Lieu d'implantation ;
- Spécialisation;
- Etc

Pour la Demande

Cette partie analysera les caractéristiques de la demande de formation continue (Organismes consommateurs de formation continue) pour apprécier le potentiel du Marché FC.

Les consommateurs de formation continue peuvent être analysés selon leur appartenance (public ou privé), secteur d'activité, budget consacré, existence de service formation ou non, les indicateurs de gestion de la formation continue ...etc.

Il s'agit de mieux apprécier le volume de la dépense globale, quels sont les secteurs d'activité concernés, les critères de choix des opérateurs de formation, la part des formations en interne....etc.

Aussi le prestataire doit analyser l'émergence du besoin en formation, quelles modalités ; de recueil des besoins ; planification ; réalisation...etc.

Le soumissionnaire doit Définir des échantillons représentatifs des opérateurs de formation (prestataires) ainsi que les entreprises et administrations (les consommateurs) de formation continue sur la base des éléments suivants :

Pour les prestataires, l'échantillon se composera éventuellement d'organismes publics et privés réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur ou égale à 15 Mdhs, et ayant la formation continue comme activité principale ou secondaire, la logique sectorielle et territoriale doit être prise en compte.

Il est souhaitable de segmenter les prestataires selon les 03 logiques suivantes :

- ✓ Source du chiffre d'affaires (Public ou privé) s'agit-il de commandes publiques ou privées ?
- ✓ Public cible (salarié ou demandeur d'emploi) le bénéficiaire est-il salarié ou demandeur d'emploi ?



- ✓ Sanction de la formation (diplôme ou développement de compétence) la sanction de la formation est-elle sous forme de diplôme ou simplement attestation de participation ?

Pour les entreprises et administrations (consommateurs de la formation continue), l'échantillon doit être représentatif et composé d'administrations publics et collectivités locales et entreprises. Les entreprises doivent être segmentées selon l'approche (TPE, PME et grands comptes) et par secteur d'activités.

Pour le diagnostic de l'activité de formation continue au sein de l'OFPPT, le prestataire doit obligatoirement se rendre aux villes sièges des dix directions régionales ainsi que quelques complexes de formation professionnelle de l'OFPPT.

3.1.2 Diagnostic de l'activité FC de l'OFPPT.

Dans cette phase, Le prestataire doit procéder à une analyse de toutes les composantes de l'activité FC de l'OFPPT dans tous les niveaux (organisation, outils et matériels, approches commerciales, RH et espaces de formation). Il doit ressortir les points forts et points faibles de cette activité

Le prestataire doit analyser toute la chaine de valeur en appréciant, aussi les éléments suivants :

Approche Marketing et commerciale et traitement des besoins des clients notamment existence de segmentation de la clientèle, promotion des prestations, la politique tarifaire, modalités d'organisation des actions de prospection et de réalisation.

Le diagnostic doit aussi apprécier la capacité (physique et compétences) de l'OFPPT à répondre aux différentes commandes en formation continue.

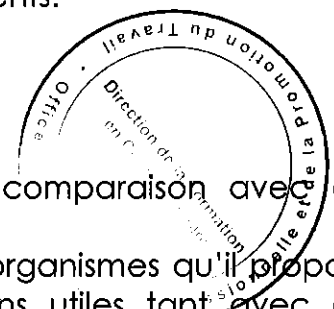
Une analyse approfondie du cadre réglementaire et organisationnel doit être abordée par le prestataire.

Le prestataire obtiendra toutes les informations et documents nécessaires auprès de l'OFPPT et effectuera les entretiens utiles pour approfondir et actualiser ses connaissances sur le dispositif de formation continue en vigueur. Cette prise de connaissance devrait lui permettre de définir une méthodologie appropriée du diagnostic sur la base des critères qu'il jugera les plus pertinents.

3.1.3 Réalisation de Benchmarking

Ce volet devra permettre de positionner l'OFPPT en comparaison avec des établissements similaires, tant nationaux qu'étrangers.

Le prestataire devra justifier la pertinence de la liste des organismes qu'il propose. Cette liste doit permettre d'effectuer des comparaisons utiles tant avec des établissements nationaux qu'avec des établissements étrangers à vocation ou à contexte similaires à l'OFPPT. Une liste d'au minimum deux (2) établissements



nationaux et trois (3) établissements étrangers dans trois (3) pays à titre indicatif (Allemagne, France et Tunisie).

Deux types de benchmark doivent être réalisés :

- Le 1er niveau de Benchmark devra permettre, entre autres, de ressortir les éléments ci-dessous :
 - Système de gouvernance ;
 - Orientations générales des établissements «benchmarkés» et visions stratégiques globales ;
 - Système de veille du marché FC ;
 - Plans d'actions mis en œuvre ;
 - Ouverture et partenariat.
 - Organisation (échelon Central, Régional et Local).
- Le 2ème concernera les éléments suivants (non restrictifs) :
 - Chiffre d'affaires ;
 - Domaines d'intervention ;
 - Secteurs d'activités ;
 - Approches, outils, équipements et moyens
 - Etc...

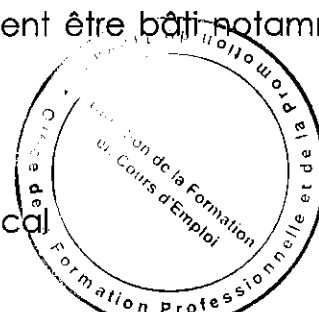
3.2 Proposition de Feuille de route et élaboration d'un plan d'action pour un meilleur positionnement de l'OFPPT: Cette phase est constituée en deux parties. Une première qui a pour objectif l'élaboration d'une feuille de route et une deuxième partie qui traduit les orientations de la feuille de route en un plan d'action structuré.

3.2.1 Elaboration d'une feuille de route

Sur la base des résultats des deux précédentes phases (caractéristiques du marché, positionnement actuel de l'OFPPT, résultats du benchmark), le soumissionnaire devra proposer les niches et les secteurs d'activités autour desquelles l'OFPPT devra asseoir son nouveau positionnement stratégique.

Les principes régissant ce nouveau positionnement devraient être bâti notamment sur :

- Vision et mission claires ;
- la capitalisation et l'adaptation ;
- la gouvernance
- l'organisation au niveau Central, Régional et local



Atelier d'échange : Avant de formuler les premiers éléments de la feuille de route, le titulaire devra organiser un atelier d'échanges pour le partage et recueil de propositions de la part des acteurs concernés.

La feuille de route proposée devra traiter à titre indicatif les points suivants :

- le mode de gouvernance adéquat
- les orientations stratégiques de la formation continue ;

- le manuel des procédures de la formation continue ;
- la refonte du cadre réglementaire régissant la formation continue ;
- le cadre méthodologique d'ingénierie de formation continue ;
- les fondamentaux pour le développement et le déploiement de la formation continue e-learning au sein de l'OFPPT (concept, plateforme, process, etc.....) ;

3.2.2 Proposition de plan d'action pour l'adoption de la feuille de route

Le Prestataire devra proposer un plan d'actions détaillé et précis, étalé dans le temps, pour réussir le déploiement de la feuille de route, tout en mettant en évidence les actions à court, à moyen et à long terme.

Ce plan d'action devra être accompagné par la proposition de KPI à suivre pour mesurer le niveau de déploiement de la nouvelle feuille de route ainsi que les éventuels écarts par rapport aux objectifs fixés. Il devra également proposer les éventuelles mises à niveaux et les formations et compétences complémentaires dont devra bénéficier les acteurs de la formation continue de l'OFPPT. Le cas échéant, le Prestataire devra proposer les améliorations à apporter à l'organisation pour accompagner ce changement.

Ce plan d'action devra comporter également des propositions claires et précises sur le nouveau portefeuille de moyens et projets SI qui devraient être déployés pour accompagner la mise en place de la feuille de route adoptée. Ce plan d'action précisera les ressources requises, donnera des indications sur les budgets et proposera le mode de pilotage.

Enfin, le Prestataire devra accompagner L'OFPPT à animer des séances/réunions d'information et de présentation au profit des parties concernées. Il devra préparer et mettre à disposition les supports à cet effet.

PLANNING DES MISSIONS

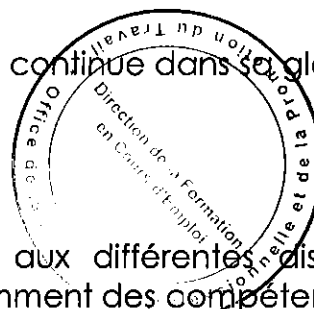
Le soumissionnaire est tenu de présenter avec son offre, la répartition exacte en temps, en jours-intervenants nécessaires à l'exécution de chacun des volets de l'étude sous format GANTT.

4. PERSONNEL A AFFECTER A L'ETUDE ET LANGUE UTILISEE

Le soumissionnaire doit proposer des experts couvrant tous les domaines d'intervention qui sont :

- Diagnostic de de l'écosystème de formation continue dans sa globalité
- Benchmarking;
- Elaboration de feuille de route ;
- Proposition de plan d'action.

L'expertise proposée doit répondre le mieux aux différentes disciplines nécessaires à la réalisation de cette étude, notamment des compétences en



ingénierie de formation, en analyse socio-économique, stratégie de développement, E-learning.

Le soumissionnaire joindra à son offre, les CV des membres de l'équipe et les résumera suivant l'annexe n°2. .

L'équipe des experts du soumissionnaire doit comporter obligatoirement:

Un expert sénior, chef de projet, responsable de l'ensemble des prestations, de la coordination et de la rédaction des rapports.

L'équipe proposée doit être composée de salariés du cabinet qui figurent sur la liste des assurés déclarés pour le dernier mois-Modèle 212-2-45 y compris le chef de projet.

La langue utilisée dans la réalisation de la mission est la langue française.

5. RESPONSABILITE DU BUREAU D'ETUDE

Le prestataire prend la responsabilité de ses prestations conformément aux usages et coutumes de la profession et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution défectueuse de ses prestations.

6. PRESENTATION ET VALIDATION DES RAPPORTS

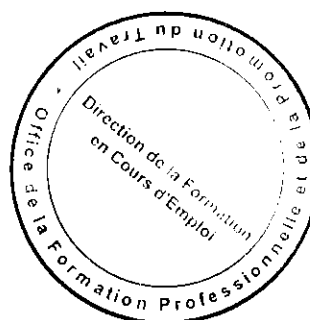
Les livrables sont les suivants :

Intitulé du rapport	Nombre d'exemplaires format papier	Nombre d'exemplaires format électronique
Rapport du diagnostic de l'écosystème FC au Maroc et de l'activité formation continue au niveau de l'OFPPT.	05	05
Rapport du Benchmark.	05	05
Rapport feuille de route	05	05
Rapport plan d'action	05	05

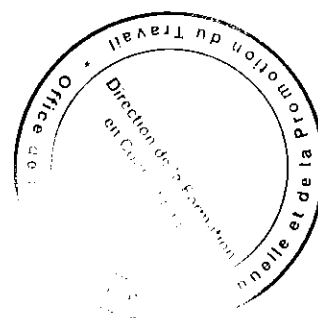
Ces rapports sont soumis à la validation du Comité de Suivi de l'OFPPT.

7. PROPRIETE DES RAPPORTS

Tous les documents, outils et rapports établis par le prestataire sont la propriété exclusive de l'OFPPT.



ANNEXES



Annexe n°1

MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR
--

DECLARATION SUR L'HONNEUR (*)

- Mode de passation : Appel d'offres ouvert, sur offres des prix
- Objet du marché : Le présent règlement a pour objet l'appel d'offres ouvert n°/2022 relatif à l'étude de marché de la formation continue u Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT

A**- Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : (prénom, nom et qualité)
 agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
 adresse du domicile élu :
 affilié à la CNSS sous le n° : (1)
 inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n°
 (1) n° de patente (1)
 n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) ouvert auprès
 de

B - Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 agissant au nom et pour le compte de (raison sociale et forme juridique
 de la société) au capital de :
 adresse du siège social de la société adresse du
 domicile élu
 affiliée à la CNSS sous le n° (1)
 inscrite au registre du commerce (localité) sous le n° (1)
 n° de patente (1)
 n° du compte courant postal, bancaire ou à la TGR (RIB) ouvert auprès
 de

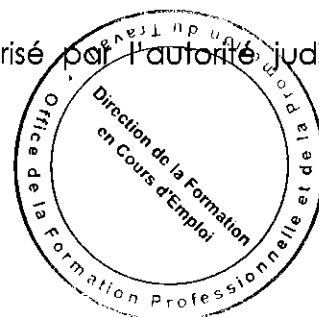
- Déclare sur l'honneur :

1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;

2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 23 du règlement des marchés, approuvé le 27 Dou Al Hijja 1429 (26 Décembre 2008), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle ;

- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;

3 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :



- à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 23 du Règlement précité ;
- que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché composé du perfectionnement des formateurs, l'actualisation des programmes de formation et l'assistance au démarrage des formations ;
- 4 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 5 - m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 25 du Règlement précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du prestataire

(*) en cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.



Annexe n°2
Synthèse des qualifications des intervenants

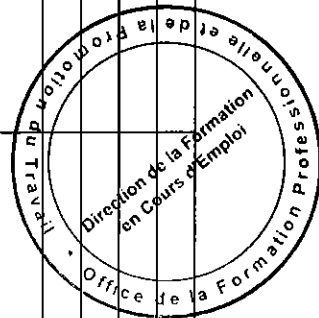
Nom et prénom de l'intervenant :
Statut au sein du prestataire (Permanent ou non permanent) :
Fonction au niveau de la présente étude (Chef de projet, , Consultant,.....etc) :

I-Formation :

Intitulé de chaque diplôme	Spécialité	Période de formation du.....au.....	Durée de la formation	Ville et pays du diplôme

II- Expérience professionnelle :

Organisme/lieu de l'expérience	Expérience professionnelle du...au.....	Durée de l'expérience professionnelle	Activités/fonction de l'expert au niveau de l'organisme	dont durée de l'expérience dans l'un des volets de l'étude



**Annexe n°3
MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT**

ACTE D'ENGAGEMENT

A - Partie réservée à l'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail

Appel d'offres ouvert sur offres des prix N° /2022 du

Le présent règlement a pour objet l'appel d'offres ouvert n°/2022 relatif à l'étude de marché de la formation continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT

Passé en application de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 18, du règlement des marchés, approuvé le 27 Dou Al Hijja 1429 (26 Décembre 2008), et fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'office de la formation professionnelle et de la promotion du travail (OFPPT) ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

B - Partie réservée au concurrent

1. Pour les personnes physiques

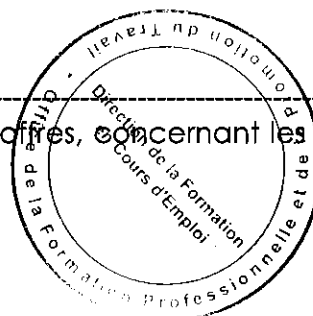
Je (1), soussigné : (prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, adresse du domicile élu affilié à la CNSS sous le n° (2) inscrit au registre du commerce de (localité) sous le n° (2) n° de patente..... (2) :

2. Pour les personnes morales

Je (1), soussigné (prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
adresse du siège social de la société.....
adresse du domicile élu.....
affiliée à la CNSS sous le n°.....(2) et (3)
inscrite au registre du commerce..... (localité) sous le n°..... (2) et (3)
n° de patente.....(2) et (3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;



M D 3

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets, revêtu de ma signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2) m'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

- Montant Hors Taxes :(en lettres et en chiffres)
- Taux de la TVA : (en pourcentage)
- Montant de la TVA :(en lettres et en chiffres)
- Montant de la TVA comprise :(en lettres et en chiffres)

L'Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) (4) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Fait à.....le.....

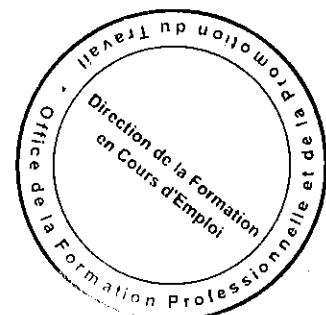
(Signature et cachet du concurrent)

(1) lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (Prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».

(2) pour les concurrents non installés au Maroc préciser la référence des documents équivalents.

(3) ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

(4) supprimer les mentions inutiles.



Annexe n°4
BORDEREAU DU PRIX GLOBAL

N° des prix	Désignation de la prestation	Prix forfaitaire en Chiffres
1	Etude de marché de la formation continue au Maroc pour un meilleur positionnement de l'OFPPT	
Montant EN DH / H. TVA		
Montant T.V.A. 20%		
MONTANT EN DH / TTC		

Arrêté le présent Bordereau des prix à la sommeTTC (en lettres et en chiffres).

Fait à.....Le.....

Signature et cachet du
prestataire

